DEPARTEMENT DE LA CORREZE

1re Circonscription électorale

Election à l'Assemblée Nationale

Scrutin du 23 novembre 1958

ELECTRICES, ELECTEURS,

La FRANCE vient de rompre avec un passé récent désastreux.

Plus de 80 % des Français ont signifié leur mécontentement aux parlementaires qui ont mené le Pays au bord de l'abîme.

Et pourtant, de combien de patience a fait preuve le peuple français !

Depuis 10 ans, nombreux sont ceux, dont je suis, qui ont alerté nos Représentants au Parlement, les ont mis en garde contre cette politique destructive, ou plutôt contre cette absence de politique constructive dont faisait preuve la France, abandonnée à des luttes stériles de personnes, dans une époque d'évolution scientifique et économique d'une telle rapipité, que seuls les Pays forts et parfaitement dirigés arrivent à dominer.

Pendant 10 ans, j'ai crié « casse-cou » à toutes les manifestations publiques auxquelles j'ai participé ; on m'a alors accusé, même dans mon Parti, de faire de l'antiparlementarisme. Car, pour certains, **tout allait bien.**

Qu'importe que la France se ruine dans des petites guerres et qu'elle y perde ses enfants !

Qu'importe qu'elle soit bafouée à l'Etranger, mise en accusation à l'O.N.U., que ce soit pour l'Afrique ou pour Suez ;

Qu'importe qu'un Pays comme la Tunisie (1.900.000 habitants) se joue de la France (50 millions d'habitants) et la ridiculise aux yeux du Monde ;

Qu'importe que le peuple de France, généreux et actif, soit réduit à la grève ou aux barrages sur les routes, pour se faire entendre. L'essentiel n'était-il pas de se livrer à ces jeux parlementaires qui consistaient à « descendre » les hommes de Gouvernement, sans savoir pourquoi, ni comment on les remplacera ?

J'ai dénoncé (voyez mon programme d'avril 1958 lors des Elections au Conseil Général) le malaise national et l'union fragile et éphémère des partis nationaux trop nombreux du fait d'une loi électorale mauvaise.

Le 13 mai a suivi de près ; cela devait arriver.

Maintenant il faut construire. Mais avec qui ? Avec ceux qui se sont trompés ? Avec ceux qui nous ont conduit à la faillite ?

Donne-t-on le droit au failli de recommencer son commerce ?

La Grande Presse annonce que la majorité de la nouvelle Assemblée Nationale sera constituée par des hommes nouveaux.

C'est la sagesse même.

C'est cette sagesse qui, surgissant à nouveau du cœur de la France, apportera la stabilité indispensable, en envoyant au Parlement des hommes clairvoyants et raisonnables. Ce ne sont pas des rêveurs, des passionnés qu'il faut à la tête de la France, mais des hommes réalistes, capables de s'adapter aux données nouvelles de l'époque ; des hommes cultivés certes, mais des hommes de bon sens et de raison.

Mes adversaires m'ont demandé, au cours de réunions publiques, ce que j'entends par « Candidat de Concentration républicaine pour le Renouveau Français ». J'ai répondu, ce que tout homme de bon sens comprend : « c'est le rassemblement de tous les républicains sincères qui se reconnaissent sur mon programme, sans aucune exclusion ».

Il s'agit en effet, aujourd'hui, non de diviser mais de grouper. Assez de luttes partisanes. La France a besoin de stabilité. Qui peut la lui donner, sinon la forte concentration des républicains sur un programme de renouveau Français, conforme aux aspirations populaires.

Ce programme, je vous le soumets. Il s'inscrit dans la pure, mais vraie tradition républicaine, qui demande de l'ordre et de l'audace pour obtenir la prospérité et le respect d'autrui.

Il s'inscrit aussi dans l'action poursuivie depuis 5 mois par le Gouvernement actuel pour rendre au peuple de France sa confiance en lui et au Pays, sa politique de rayonnement dans le Monde.

Politique étrangère

1°) Large autonomie aux peuples d'Outre-Mer à qui la nouvelle Constitution Fédérale (enfin établie et approuvée en 4 mois) permet d'entrer dans la Communauté Française.

2°) Négociations rapides d'une Paix en Algérie, dans le cadre de l'O.N.U., et mise en valeur des richesses du sol Africain par la Communauté Franco-Musulmane.

Cette guerre d'Algérie domine toute la politique actuelle. Il faut qu'elle cesse.

Un coup d'arrêt a été porté à l'agitation en Afrique noire par le vote de la Constitution et l'option libre des peuples africains. **Il était temps**, et l'Histoire glorifiera le Général de GAULLE pour son audace politique en cette circonstance.

L'Algérie Musulmane a, elle aussi, manifesté son choix. Il faut, puisque les rebelles viennent de repousser les négociations pour le « Cessez-le-feu » acceptées par de GAULLE, que l'O.N.U. intervienne auprès des Nations (la Tunisie notamment) qui protègent et arment les rebelles **pour que cesse le combat.**

Les élections feront le reste.

Après deux ans de pourrissement de la guerre, du fait de nos Gouvernements incapables, cette solution est maintenant prochaine.

3°) Désarmement général contrôlé.

Politique agricole

L'entrée de la France dans le Marché commun le 1er janvier prochain, doit promouvoir l'agriculture Française en retard sur les Pays voisins en lui assurant des débouchés et la certitude de prix stables et rémunérateurs.

Un essor certain est promis de ce fait à notre agriculture, mais il sera conditionné par nos efforts dans la compétition Européenne. C'est sur la Jeunesse rurale, aujourd'hui instruite et orientée vers la mécanisation par les organisations professionnelles, que doit compter la France pour transformer la productivité agricole. Il faut lui en donner les moyens par une politique vigoureuse d'équipement et d'industrialisation locale agricole pour une meilleure et complète utilisation des produits frais. Les agriculteurs ne doivent pas être traités en parents pauvres et devront bénéficier des lois sociales, comme tous les autres travailleurs et d'organismes de protection du travail (Caisses de calamités agricoles, de sécurité sociale, etc...)

N'oublions pas que la richesse rurale conditionne largement l'économie nationale.

Quant au confort rural, il y a hélas dans ce domaine, comme dans tant d'autres, beaucoup à faire, mais cela est plus simple et doit se réaliser rapidement.

Politique économique et sociale

La sous-consommation des produits industriels (récession) qu'on annonce dans certains Pays et notamment en U. S. A., menace de perturber notre économie à bref délai. Le Marché commun nécessitera, par ailleurs, une adaptation de notre industrie. Le Fonds d'investissement prévu doit permettre à la France de perfectionner son équipement et de dégager une économie nouvelle et saine assurant le plein emploi, une garantie de retraite pour la vieillesse, une garantie de vie familiale en cas de chômage, un intéressement ouvrier à la bonne marche des entreprises.

La classe ouvrière ne peut plus se contenter de la phraséologie marxiste qui n'a pas été payante. Il faut qu'elle profite, elle aussi, de cet essor nouveau. Ce sera bien son tour.

Mais cette nouvelle politique économique ne peut se développer harmonieusement que si elle s'accompagne d'une suppression de la superfiscalité qui pèse sur notre Pays. La suppression des contrôles vexatoires, le remplacement de la cascade des impôts que nous subissons par un impôt à la base, doit libérer le commerce et l'artisanat de charges et de tracasseries hors d'époque.

Politique familiale

Une bonne politique familiale réclame des logements neufs et confortables, un standard de vie moderne, des allocations pour charges de famille indexées directement sur le coût de la vie, l'assurance en cas de décès ou de chômage de l'époux, l'assurance maladie, la retraite pour la vieillesse qui ne doit plus avoir le caractère d'une aumône. Tout cela est possible et simple. Alors il faut s'employer à le réaliser.

Instruction

Il faut que les enfants de France puissent s'instruire dans des écoles claires et propres, qu'ils n'y soient pas entassés comme actuellement, que les maîtres soient en nombre suffisant, que les disciplines soient adaptées au progrès scientifique et que l'on n'attende pas la dernière heure pour doter nos Villes et nos Campagnes des bâtiments scolaires rendus indispensables par les poussées démographiques de ces 10 dernières années.

N'est-il pas lamentable de voir encore dans ce domaine de l'Instruction Publique qui fut l'œuvre maîtresse du Parti Radical sous la 3e République, s'inscrire une nouvelle faillite française par l'imprévoyance de nos Gouvernants. N'a-t-on pas été obligés, en effet, ces dernières années, de refuser des élèves par manque de locaux ou de maîtres ?

Administration

Pour les réalisations à l'échelon communal, les Maires et leurs Municipalités, peuvent beaucoup si on leur laisse l'initiative et l'autonomie financière. Il faut modifier notre législation sur ce point. L'appareil d'Etat s'en trouvera allégé et la commune retrouvant plus de liberté, répondra plus vite et mieux aux aspirations de la population. Actuellement, il est difficile pour ne pas dire impossible, aux Maires des Communes rurales d'équiper leur commune autrement que par l'intervention des Syndicats intercommunaux, ce qui est toujours très long et complexe. Il faut réformer l'administration.

Je ne parlerai pas de différents problèmes sociaux qui doivent être réglés rapidement sans discussion. Ce sont les revendications légitimes des Combattants, des Mutilés de Guerre et du Travail, des commerçants, des artisans et agriculteurs pour leur retraite et le versement d'allocations familiales ou de vieillesse, identiques à celles des travailleurs salariés. Il s'agit là de questions à résoudre une fois pour toutes, afin d'assurer à chacun dans la Nation, l'égalité des droits, si l'on veut que soit respectée l'égalité des devoirs.

Ce programme d'action pour la Rénovation Française est offert à tous les électeurs et électrices qui veulent des réalités et non plus la poursuite de chimères. Dans le cadre de l'administration de la Ville de Tulle, que j'ai l'honneur de diriger depuis 10 ans, j'ai toujours appliqué cette règle d'action, et tous les gens de bonne foi constatent chaque jour l'ampleur des réalisations qui se poursuivent dans tous les domaines (Enseignement, voirie, eau, assainissement, habitations, embellissement, sports, grand tourisme, éclairage public, électrification et adduction d'eau rurales, transports, création d'usine, etc...).

Cette action, je la poursuivrai pour ma ville que j'aime passionnément, mais aussi pour mon Canton de Tulle-Nord que je représente au Conseil Général, et j'apporterai demain, si les électeurs de la 1re circonscription me font l'honneur de les représenter au Parlement, la même activité pour l'application de la politique nouvelle que je préconise.

(Je n'oublierai pas que la M.A.T. est un facteur essentiel de la prospérité de la ville et qu'il faut en finir avec les « emplâtres sur une jambe de bois » qu'on a appliqués jusqu'ici aux menaces de fermeture qui pèsent sur elle périodiquement. J'ai d'ailleurs, il y a quelques mois, proposé des solutions efficaces. Elles doivent être retenues).

Je ne suis pas un homme de Parti, mais un homme d'action.

Ni Marxiste (pur ou camouflé), ni extrémiste de droite, je suis un libéral et je pense que la grosse majorité des électeurs et électrices de la 1re Circonscription de la Corrèze veut assurer le triomphe du libéralisme. C'est pourquoi je dis à tous : les candidats qui se recommandent de Partis Marxistes sont, en dépit des illusions verbales qu'ils prodiguent, marqués par un dirigisme qui ne peut que compromettre la Liberté et l'avenir de la France.

Quant à mon tout jeune adversaire de l'extrême droite, qui se recommande (abusivement parfois, voyez le communiqué ci-dessous du M.R.P.) de certaines formations et même de formations mort-nées, sa candidature en Corrèze alors qu'il habite Paris, semble plus faite pour semer la confusion que pour faciliter le regroupement et la concentration des Républicains sincères sur un programme libéral. Il sait très bien qu'il n'a aucune chance d'être élu dans une telle Circonscription électorale, mais il sait aussi que les voix égarées qu'il recueillera sur son nom, diminueront d'autant le candidat libéral que je suis, favorisant ainsi les marxistes en leur donnant plus d'importance.

C'est un très vilain jeu qui sent des combinaisons électorales d'une autre époque, et auxquelles l'électeur ne se prête plus.

Communiqué de la Fédération de la Corrèze du Mouvement Républicain Populaire publié récemment dans la presse régionale :

« M. BORIE n'est pas le candidat du M.R.P.

« La Fédération de la Corrèze du Mouvement Républicain Po-
« pulaire nous communique :

« Contrairement aux informations que laisse diffuser M. Jac-
« ques Borie, candidat dans l'arrondissement de Tulle, et dont
« les différentes investitures ne permettent en aucune façon de
« connaître la véritable position politique, il n'a jamais été
« question pour le M.R.P. de « mener campagne à ses côtés ».

« Le Comité directeur du M.R.P. n'a jamais pris position à
« cet égard et n'a jamais été appelé à le faire ».

ÉLECTRICES et ÉLECTEURS,

N'accordez pas votre confiance sans avoir mûrement réfléchi. Ne retombons pas dans les erreurs passées. Que la France ne se retrouve pas demain dans l'ornière. Dès le premier tour, accordez votre suffrage à ceux qui ne vous ont pas trompés, à ceux qui n'ont pas ruiné la France, à ceux qui ne l'ont pas mise en faillite sur tous les terrains, aux hommes nouveaux qui se réclament de la République et de la Patrie restaurées par une politique nouvelle d'union, de générosité, de grandeur et de Paix.

Votez pour les hommes de CONCENTRATION REPUBLICAINE POUR LE RENOUVEAU FRANÇAIS !

VOTEZ POUR LES CANDIDATS :

Jean MASSOULIER
Avocat, Maire de Tulle
Conseiller Général de la Corrèze

Jules BARRY
Cultivateur
Vice-Président de la Chambre d'Agriculture de la Corrèze
(Remplaçant éventuel)

RADICAUX SOCIALISTES

Candidats de Concentration Républicaine pour le Renouveau Français

Vu : les candidats.

TULLE — IMP. "LA GUTENBERG"